

[Text]

I do not understand why some people think the federal government should not take care of environmental impacts on Indian lands, international waters, migratory birds and everything falling under its jurisdiction. We have to do that, and EARP also provides that the federal government is involved when there is federal funding in a project, which is normal. It is the case, for example, in the Vancouver gas pipeline. There will be federal money. Federal money means federal examination of the environmental acceptability of the project. It is not a conflictual perception of the relationship with the provinces, but it is the normal execution of federal obligations in environment. I think the people of Canada expect the federal government to be a leader in environment and to discharge its obligations under the law.

• 1655

Mr. O'Kurley: I have just one further question with respect to the expectations of the Canadian public and the federal government. Do you see these expectations and the whole EARP process extending into, let us say, the development of landfill sites and other things that may be considered as a development and that may also have a serious environmental impact? For example, do you see, landfill sites in high-density urban areas, Toronto and other areas, also being subject to the Environmental Assessment and Review Process?

Mr. Bouchard: Yes, if there are federal jurisdictions affected by the project. It could be, for example, that effluent from leaking sites in international water brings us into the project, or it could be an invitation from the provinces, because it is confusing. Sometimes the provinces protest against our involvement, sometimes they invite us to get involved.

In is the case of the contaminated sites—namely, the ocean contaminated sites—they are asking the federal government to put money into a quarter-of-a-billion-dollar fund to clean up those sites. We have had discussions about this, and at the last meeting I told the provincial minister of environment that the federal government would be ready to put money in a fund, the exact share of the government still remains to be determined. We have a few conditions, but we think we should go ahead, even if it is not our clear jurisdiction because we are invited.

The Chairman: Thank you, Mr. Caccia.

M. Charles Caccia (député de Davenport): Merci, monsieur le président.

Monsieur le ministre, le sénateur George Mitchell qui nous a rencontré cet après-midi nous a prié de veiller à ce que les provinces canadiennes qui ont signé l'Accord sur les pluies acides respectent et assument sérieusement leur rôle. Il a particulièrement mentionné la situation dans les

[Translation]

Je ne comprends pas pourquoi certains estiment que le gouvernement fédéral ne devrait pas s'occuper des conséquences environnementales pour les territoires autochtones, les eaux internationales, les oiseaux migrateurs et autres questions qui relèvent de sa compétence. Cela nous revient, et le PEEE prévoit aussi que le gouvernement fédéral est en cause lorsque les crédits fédéraux sont consacrés à un projet, ce qui est normal. C'est le cas, par exemple, du gazoduc de Vancouver. Il y aura des crédits fédéraux, ce qui signifie que le gouvernement fédéral examinera l'acceptabilité écologique du projet. Il n'y a pas là conflit avec les provinces, puisque ce n'est que l'exécution normale des obligations du fédéral en matière d'environnement. À mon avis, la population du Canada attend du gouvernement fédéral qu'il joue un rôle de chef de file dans ce domaine et assume ses obligations légales.

M. O'Kurley: J'ai une autre question à propos des attentes de la population canadienne et du gouvernement fédéral. Pensez-vous que ces attentes iront jusqu'à vouloir englober dans le PEEE la création de décharges ou d'autres projets qui risquent d'avoir des conséquences pour l'environnement? Par exemple, pensez-vous que des décharges dans des régions à forte densité urbaine comme Toronto et ailleurs puissent tomber sous le coup du processus d'évaluation et d'examen en matière d'environnement?

M. Bouchard: Oui, si la compétence du fédéral est touchée par le projet. Par exemple, si des fuites venant de la décharge se déversent dans des eaux internationales, cela pourrait nous amener à intervenir. Cela pourrait aussi être le cas si la province nous lançait une invitation. Parfois, les provinces protestent contre notre intervention, mais parfois aussi elles nous invitent.

Dans le cas des emplacements contaminés, je songe notamment à la contamination en mer, on demande au gouvernement fédéral de verser une contribution à un fond d'un quart de milliard de dollars pour les décontaminer. Des discussions ont lieu, et lors de la dernière rencontre, j'ai indiqué à mes homologues provinciaux que le gouvernement fédéral serait disposé à faire une contribution, dont le montant reste à déterminer. Nous avons certaines réserves, mais nous sommes d'avis qu'il y a lieu d'aller de l'avant même si ce n'est pas à proprement parler de notre compétence parce qu'on nous a invités.

Le président: Merci, Monsieur Caccia.

Mr. Charles Caccia (Davenport): Thank you, Mr. Chairman.

Mr. Minister, in a meeting we had this afternoon, Senator George Mitchell has requested us to ensure that those Canadian provinces that have signed the agreement on acid rain comply with and take their role seriously. He referred specifically to the situation in the Northeastern